

L'accès à l'eau potable dans le Grand Sud de Madagascar : Solutions Techniques et Organisationnelles

Rencontre du Réseau Madagascar

Mardi 16 juin 2026 – 09h30 à 12h30 – Paris

CONTEXTE

Le Grand Sud de Madagascar, englobant les régions Anosy, Androy et Atsimo Andrefana, connaît un manque chronique d'eau, marqué ces dernières années par des épisodes climatiques sévères. Alors que la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification prédit une intensification des sécheresses, divers acteurs déploient des solutions d'approvisionnement en eau potable adaptées aux contextes locaux (puits, forages, unités de désalinisation, pipelines, etc.). En parallèle, les difficultés liées à la pérennisation des infrastructures soulignent l'importance cruciale des modes de gestion et de gouvernance à mettre en place.

À l'occasion de la venue en France du Directeur Exécutif de l'ONG Ran'Eau, le pS-Eau a organisé à Paris, avec l'appui de ses partenaires, une rencontre du réseau Madagascar, portant sur l'accès à l'eau dans le sud de Madagascar : solutions techniques et organisationnelles.

La matinée a permis de plonger dans un panel non-exhaustif de solutions techniques utilisées pour permettre l'accès à l'eau dans le Grand Sud qui a été suivi par le résumé d'une étude portant sur les gestions communautaires et privées et leurs difficultés. Enfin, l'association Amitié France Madagascar a présenté un projet visant la construction et la gestion d'un barrage intercollinaire.

OBJECTIFS

Cette rencontre visait à renforcer la coordination, la visibilité et l'impact des initiatives en faveur d'un accès durable à l'EAH dans le Grand Sud de Madagascar.

La réunion avait pour objectifs de :

- Découvrir certaines des solutions techniques mises en place pour assurer l'approvisionnement en eau dans le Grand Sud de Madagascar ;
- Comprendre les freins à la pérennisation des infrastructures d'un point de vue organisationnel ;
- Favoriser les échanges entre acteurs pour identifier des pistes d'action et de synergie.

PROGRAMME

Horaires	Intitulé
9h00 – 9h30	Accueil des participants
9h30 – 10h00	Introduction Le réseau Madagascar et l'appui du pS-Eau et de l'ONG Ran'Eau aux acteurs du secteur EAH <i>Mme Liana Rajaonary – Référente Madagascar, pS-Eau</i> <i>M. Patrick Rasolofo – Directeur Exécutif, Ran'Eau</i>
10h00 – 10h30	Les solutions techniques à l'accès à l'eau potable dans le Grand Sud de Madagascar <i>M. Patrick Rasolofo – Directeur Exécutif, Ran'Eau</i>
10h30 – 11h00	Les solutions organisationnelles pour la pérennisation de l'accès à l'eau potable dans le Grand Sud de Madagascar <i>Mme Rym Arbaoui – Environmental Health Operations Support, Médecins Sans Frontières</i>
11h00 – 11h30	Questions & Réponses
11h30 – 12h10	Amélioration de l'accès à l'eau à Maroarivo Ankazomanga – Construction d'un barrage souterrain de sous-écoulement <i>Mme Chantal Marmion – Présidente, Amitié France Madagascar</i>
12h10 – 12h45	Questions & Réponses et Synthèse et clôture
12h45 – 14h00	Echanges informels & apéro-déjeunatoire

DEROULE DE LA JOURNEE

LE PS-EAU, LE RESEAU MADAGASCAR ET L'ONG RAN'EAU

Mme Liana Rajaonary, Responsable de pôle plateforme pays et référente Madagascar au pS-Eau et M. Patrick Rasolofo, Directeur Exécutif de l'ONG Ran'Eau

Présentation du [programme Solidarité – Eau \(pS-Eau\)](#), du [réseau Madagascar](#) et de [l'ONG Ran'Eau](#).

Bref historique de la mise en place du Réseau Madagascar en France et à Madagascar, ainsi que rappel des activités et services développés par le pS-Eau en France et l'ONG Ran'Eau à Madagascar pour appuyer les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale.

[Introduction à la problématique de l'accès à l'eau potable dans le Grand Sud de Madagascar](#)

Le Grand Sud de Madagascar regroupe les régions d'Atsimo-Andrefana, Anosy et Androy, caractérisées par un taux de pauvreté important, ainsi qu'un enclavement important. Le Grand Sud de Madagascar a fait l'objet d'une médiatisation en 2021 suite à un épisode de sécheresse et à une famine dramatique. Il est important de noter que les sécheresses et les famines, ou « kéré » en malagasy sont documentées depuis plus d'un siècle. Le Grand Sud a également été bénéficiaire de plusieurs campagnes de construction d'ouvrages hydrauliques. Depuis la médiatisation de 2021, des acteurs variés se sont mobilisés pour l'accès à l'eau et à l'assainissement, mettant en œuvre différentes solutions techniques et organisationnelles. Néanmoins, les besoins sont toujours importants : les taux d'accès à l'eau potable restent bas (32% en Atsimo Andrefana, 39% en Androy et 35% en Anosy). Les points d'eau, lorsqu'ils sont fonctionnels (47,5% des points d'eau répertoriés par UNICEF en Atsimo Andrefana sont fonctionnels en 2024), présentent des contaminations d'origine fécale (63% des points d'eau répertoriés par UNICEF en Atsimo Andrefana en 2024). Par conséquent, l'accès à l'eau potable est souvent cher (le bidon atteint jusqu'à 3 000 ariary alors que la moyenne nationale se situe entre 50 et 100 ariary) pour la population et la consommation plus basse que les recommandations nationales.

- [Présentation du pS-Eau, du Réseau Madagascar, de l'ONG Ran'Eau et du cadrage de la rencontre](#)



SOLUTIONS D'EXPLOITATION DES RESSOURCES EN EAUX DANS LE SUD DE MADAGASCAR

M. Patrick Rasolofo, Directeur Exécutif de l'ONG Ran'Eau

Rappel sur des actualités du secteur EAH à Madagascar :

- Adoption d'une nouvelle [Politique Nationale de l'EAH](#) en novembre 2025 ;
- Révision du Code de l'Eau en 2025.

Il existe de nombreuses solutions techniques pour l'accès à l'eau dans le Grand Sud de Madagascar – celles-ci doivent être sélectionnées selon la disponibilité de la ressource, inégalement répartie au sein des régions, mais également sur la base des capacités techniques, des ressources financières (pour l'investissement et l'entretien) et des aspects socio-anthropologiques des populations bénéficiaires.

[Des ressources en eau inégalement réparties : les contraintes physiques](#)

Dans le Sud de la région Androy, la pluviométrie est particulièrement faible (moins de 600mm / an) et légèrement plus importante dans le centre de la région Androy et le nord-ouest de la région Anosy. Des changements récents peuvent être notés avec des pluies plus rares mais plus fortes qui ont des effets dévastateurs sur les activités agricoles.

Les contraintes sont également géologiques avec des zones sédimentaires dans le sud des deux régions où les nappes phréatiques sont profondes, souvent salées et ainsi rarement utilisables.

Ces zones arides et avec des nappes sédimentaires sont également caractérisées par des densités de population plus importantes depuis la seconde moitié du 20^e siècle. L'habitat dans ces régions reste néanmoins dispersé et peu dense. Les chefs-lieux concentrent généralement les points d'eau alors que les nombreux hameaux ruraux ne disposent pas d'accès à l'eau.

Une panoplie de solutions techniques

Liste non-exhaustive des solutions utilisées pour accéder à l'eau :

- Les solutions locales et traditionnelles : les eaux de mares et les cours d'eau en saison des pluies, les sources protégées ou non, telles que les puits, des solutions de stockage temporaire. Ces sources, principalement gratuites, sont généralement tarées en saison sèche et présentent une faible qualité de l'eau ;
- Les forages avec différents types d'équipements :
 - o Les pompes à motricité humaine (PMH) de marques telles qu'India Mark ou Vergnet, théoriquement réparables, bien qu'un tiers soit actuellement en panne, plus adaptées aux nappes d'eau peu profondes et nécessitant une chaîne d'approvisionnement en pièces détachées. Il s'agit de solutions peu chères (~15 000 €) ;
 - o Les réseaux de pompage solaire ;
 - o Les systèmes de multi-usage de l'eau ou MUS : constitués d'un forage avec pompage solaire permettant de se procurer de l'eau de boisson, mais également de l'eau pour les activités économiques. Une étude souligne les bénéfices d'une telle infrastructure sur l'émancipation des femmes grâce aux activités génératrices de revenus du maraîchage. Il est possible de mettre en place une gestion par kiosque automatique ;
 - o Rapid Rural Transformation (RRT) : des hubs solaires et multi-services (plus conséquents que les MUS), dont le coût est particulièrement élevé et qui nécessite un nombre important d'utilisateurs.
- Les systèmes de rétention et de captage d'eau :

- Les Réservoir Enterré Plein de Sable (REEPS) permettant un système de rétention et de filtration d'eau grâce au sable et aux microorganismes présents, mais avec une recharge limitée pendant la saison sèche ;
- Les barrages souterrains exploitant les sous-écoulement des nappes alluviales qui permettent de puiser de l'eau disponible sous le lit de la rivière lorsque celle-ci est tarie. Néanmoins, des problématiques de contamination peuvent exister avec les pratiques de défécation à l'air libre au niveau des rivières.
- Les grandes infrastructures, résultant d'investissements importants et permettant le transport sur de longues distances et / ou le stockage et la distribution d'eau :
 - Les pipelines (Ampotaka-Beloha-Marovato sud sur 142 km, Mandrare-Maromalainty sur 31km, Bemaba-Ambovombe-Antaritaritrika) ;
 - Le barrage Mahavelo Mandrare – dont les études d'Avant-Projet Sommaire et d'Avant-Projet Définitif ont été finalisées et qui nécessite actuellement des financements supplémentaires, mais qui aura des impacts négatifs sur la biodiversité et la culture locale (destruction de tombeaux probable).

➤ [Présentation des solutions d'exploitation des ressources en eaux dans le sud de Madagascar](#)

ETUDE QUALITATIVE – GESTION DES POINTS D'EAU

Mme Rym Arbaoui – Environmental Health Operations Support, Médecins Sans Frontières

Suite à la situation d'urgence et de famine présente dans le Grand Sud de Madagascar, Médecins Sans Frontière (MSF) France a ouvert une base à Ambovombe en janvier 2021 afin d'y mener différentes activités, notamment autour de la nutrition et de la santé :

- Déploiement de cliniques mobiles permettant de prendre en charge 6 800 personnes en situation de malnutrition aigüe sévère, dont 64% d'enfants et de 6 400 personnes en situation de malnutrition aigüe modérée, dont 88% d'enfants ;
- Distribution de 620 tonnes de nourriture.

Dans le secteur de l'eau, l'assainissement et l'hygiène, MSF a effectué les activités suivantes :

- Création de nouveaux points d'eau ;
- Réhabilitation d'infrastructures ;
- Tentative de mise en œuvre de mécanismes de gestion ;

- Promotion de l'hygiène et de la santé.

Le programme MSF dans la région a été fermé en juin 2023.

L'étude présentée ici a duré trois mois en 2022 couvrant trois districts en Anosy et Androy et a été menée via une méthode triangulée, regroupant différents canaux d'informations. Des biais de l'étude doivent être soulignés : la perception de MSF comme bailleurs par les personnes interviewées ; une méfiance culturelle de la part des populations locales ; des pertes et transformation d'information par la traduction.

L'expérience de MSF dans le sud de Madagascar a souligné l'importance de la pérennisation des ouvrages. Ainsi, cette étude visait à mieux comprendre comment s'assurer du fonctionnement continu des infrastructures sur la durée. Deux modes de gestion principaux ont été étudiés : la gestion communautaire et la gestion privée.

L'étude a souligné trois différents types de gestion communautaire :

- Les comités de gestion de points d'eau : un dispositif privilégié de gestion des pompes à motricité humaine. Il s'agit d'institutions issues de comités d'usagers, souvent créées trop rapidement lors de la réception des ouvrages, sans prise en compte des spécificités des communautés. Les comités de gestion peuvent alors s'essouffler rapidement.
- Les petites associations non-spécialistes : leur existence est souvent antérieure au point d'eau et leur activité n'est pas toujours centrée sur celui-ci. Les formations peuvent être expéditives, manquant de compétences techniques pour les réparations complexes.
- La gestion informelle :
 - o De proximité : des personnes vivant près du point d'eau s'en occupent, assurant un bon entretien et une collecte des cotisations, mais rencontrent des difficultés pour les réparations lourdes.
 - o Pseudo-institutionnelle : des individus comme des directeurs d'école ou de Centre de Santé gèrent les points d'eau proches de leurs structures, ils sont souvent mieux équipés mais restent toujours confrontés à des problèmes pour les réparations importantes.

- Notables : des personnes de statut élevé peuvent gérer le point d'eau, mais cela présente des risques d'abus de pouvoir et les difficultés de réparation persistent.
- Propriétaires auto-proclamés : des individus s'approprient l'infrastructure qui peut se trouver sur leurs terrains. La gestion peut alors fonctionner si cela génère des revenus et incite à l'entretien mais il existe à nouveau un risque d'abus potentiel.

Dans le cadre de la gestion privée, un mode de gestion fortement encouragé par le gouvernement depuis 2015, trois types d'entreprises ont été identifiés :

- Les petites entreprises : elles gèrent souvent d'anciens réseaux d'approvisionnement en eau potable sous contrat d'affermage. Il s'agit souvent d'une première expérience dans la gestion d'ouvrages, leurs revenus sont uniquement basés sur la vente de l'eau. Leurs moyens sont souvent limités, entraînant des difficultés de gestion ;
- Les grandes entreprises : liées aux communes par contrat d'affermage, elles sont rarement basées dans le Sud, ce qui ralentit les interventions. Elles vont être impliquées dans la construction des ouvrages qui offrent une meilleure rentabilité que la gestion et la gestion s'essouffle par la suite.
- Deux grands organismes notables sont la Jiro sy Rano Malagasy (JIRAMA), une entreprise étatique et Alimentation en Eau dans le Sud (AES), un Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) rattaché au Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène : ces organismes opèrent sous contrat de concession dans des zones urbaines et gèrent des réseaux de taille importante. Des difficultés matérielles sont remarquées.

MSF a fait le choix de challenger la gestion privée en analysant les résultats observables depuis 2015 :

- Manque de suivi des activités des gestionnaires, et les entreprises effectuent ce qu'elles peuvent ou ce qu'elles veulent ;
- Manque de sensibilisation à la cotisation : les bénéficiaires ne peuvent pas ou n'arrivent pas à payer pour le service fourni, notamment en dehors des zones urbanisées.

Différents facteurs peuvent expliquer ces lacunes :

- Des facteurs contextuels :
 - o le manque de revenu et la pauvreté rendent l'achat des pièces détachées et le paiement des prestataires difficiles, prolongeant les problèmes techniques ;
 - o des formations dispensées par les porteurs de projet insuffisantes pour assurer le niveau de compétences nécessaire face aux problèmes rencontrés ;
 - o une chaîne d'approvisionnement en pièces détachées compliquée, nécessitant de se déplacer dans une zone caractérisée par son enclavement.
- Des facteurs socio-anthropologiques :
 - o Des tensions ou scissions au sein des communautés et une faible cohésion sociale selon les zones ;
 - o La perception du point d'eau comme un bien public devant être gratuit.
- Des dynamiques renforçant la situation :
 - o La recherche du profit dans la vente de l'eau générant des jeux de pouvoir.

Les acteurs humanitaires, tels que MSF, peuvent mettre en œuvre des stratégies inadaptées au contexte :

- Manque d'implication des bénéficiaires dès le choix des solutions techniques et de leurs emplacements ;
- Manque de transparence et d'informations fiables au niveau des Communes ;
- La partie « hard » privilégiée et les parties « softs » délaissées et sous-financées.

En termes de limites institutionnelles, l'étude souligne :

- Un désengagement au sein du secteur EAH issu d'un manque de moyens, avec des équipes en sous-effectif, ne pouvant pas couvrir toutes leurs zones, accompagné d'une délégation de responsabilités à d'autres acteurs sans suivi adéquat entraînant un manque de contrôle des gestionnaires ;
- Le suivi est délégué aux communes via leurs services techniques en EAH (STEAH) ou à la Direction Régionale en EAH (DREAH). Les services techniques devraient assurer la mise en œuvre du contrat du gestionnaire et l'arrêter en cas de manquement. Néanmoins, peu de communes disposent d'un STEAH. Au niveau des DREAH, on identifie également un manque de moyens ne permettant pas d'assurer un suivi sur un territoire vaste et peu dense.

L'étude a permis d'émettre des recommandations :

- Redynamiser la coordination du secteur EAH dans le sud de Madagascar en accompagnant les DREAH et les communes dans la création des STEAH (formation des agents, fourniture de matériel, mise à disposition d'information, mise en place d'un salaire en travaillant sur la fiscalité de la commune et sensibilisation des populations sur le rôle des STEAH) ;
- Financer un acteur favorisant les échanges EAH pour promouvoir la coordination et le partage d'information ;
- Sortir de la création d'infrastructure (afin de permettre aux entreprises locales de bénéficier de cette activité rentable) en orientant les financements vers les études préalables à la création d'infrastructure et vers le suivi de la gestion et la maintenance des infrastructures en privilégiant les partenaires locaux.

- [La présentation sur l'Etude Qualitative](#)
- [Etude qualitative des pratiques et des freins à une gestion pérenne des petites infrastructures d'adduction en eau potable dans le Sud de Madagascar](#) et sa [synthèse](#)

Echanges et Questions - Réponses

- *Dans le Grand Sud de Madagascar, le manque d'informations entrave l'élaboration de projets structurants et le choix d'une initiative pertinente. A-t-on une meilleure visibilité et fiabilité des informations aujourd'hui pour intervenir dans cette zone ?*

Le Grand Sud est une zone très dynamique et qui manque de visibilité. Le travail de coordination des DREAH du cluster WASH est historiquement appuyé par UNICEF mais continue de manquer de visibilité. Cela s'explique notamment par des actions et décisions souvent faites dans l'urgence. Depuis peu, l'ONG Ran'Eau dispose de trois antennes dans le Grand Sud (une par région) pour appuyer les DREAH, animer des espaces d'échanges et faciliter la circulation d'informations.

- *Un complément aux informations partagées dans les présentations :*
 - *D'autres solutions existent dans le Grand Sud et méritent d'être mises en avant : les barrages de sables ou les solutions mises en œuvre par l'Entreprise Sociale [Tatirano](#) telles que le traitement des eaux pluviales et le système de water-trucking « [réseau Baobab](#) ».*

- Les MUS évoluent actuellement vers des systèmes uniquement d'accès à l'eau potable, en retirant les abreuvoirs et périmètres irrigués.
- Le manque d'implication des institutions est également un problème. Les directions régionales ne sont pas suffisamment impliquées et les clusters WASH, co-animés avec UNICEF qui a d'autres activités chronophages, ne jouent pas leur rôle de coordination des activités. Par ailleurs, peu de communes disposent de STEAH, néanmoins, certains projets mettent en place des STEAH sans diagnostic préalable et sans en informer les DREAH. Ainsi, il peut arriver qu'une commune ait deux STEAH.
- Finalement, la corruption est très présente et constitue un frein supplémentaire.
- L'enjeu économique doit également être mentionné : quel sera le prix de l'infrastructure, de sa mise en place, de sa maintenance et de son renouvellement ? Qu'est-ce que les ménages peuvent prendre en charge, qu'est-ce que l'état peut subventionner ? On pourrait imaginer de conditionner le subventionnement d'un gestionnaire à ses résultats ou aux taux de fonctionnalités des réseaux.
- La régulation est un autre sujet très important : quels sont les dispositifs de rétroaction qui permettent à l'information de circuler et aux décisions d'être prises pour améliorer la qualité du service. Le Code de l'Eau a fait l'objet d'une révision ce qui a amené à la création d'une entité en charge de la régulation – la SOREA. Les moyens dont elle disposera ne sont pas encore connus, néanmoins, le cadre réglementaire évolue et on espère que cela apportera des solutions. La régulation n'est pas uniquement nécessaire pour contrôler le gestionnaire mais est également une demande des opérateurs en place pour mettre en place un contrat et assurer son respect par les différentes parties prenantes. Certaines expériences locales sont intéressantes, comme celle d'Experts-Solidaires en région Atsimo-Andrefana qui organise des réunions entre Maires et gestionnaires ([compte rendu de la réunion maire – délégué de septembre 2025](#)).
- Existe-t-il aujourd'hui des solutions simples et peu coûteuses de désalinisation solaire ?
Les solutions qui existent aujourd'hui sont coûteuses et complexes. Les retours d'expériences de désalinisation à Madagascar démontrent qu'il est difficile de mettre en place des tarifications permettant de rentabiliser l'infrastructure.
- Existe-t-il des répertoires d'entreprises ou d'associations locales qui peuvent faciliter les actions avec les acteurs ?

Ran'Eau effectue un travail de référencement des acteurs à Madagascar et complète la base de données du pS-Eau. Pour avoir ces informations, il est également possible de contacter le pS-Eau ou Ran'Eau. Le secteur est très dynamique et propice aux changements - ces listes d'acteurs sont ainsi mises à jour avec l'appui des membres du réseau, et nous vous encourageons à faire remonter des informations dont vous pouvez disposer afin de maintenir nos informations correctes.

- *Nous intervenons souvent sur des petits réseaux où le paiement du service de l'eau est forfaitaire et il est compliqué de passer au paiement volumétrique. Avez-vous des exemples de bonnes pratiques ou des solutions alternatives ?*

En solution alternative, Inter Aide appuie deux ONG gestionnaires à but non lucratif – [Soakoja](#) et [Tehyna](#) – qui appliquent sur certains points d'eau équipés de pompes à motricité humaine ou bornes fontaines des tarifications forfaitaires. Les montants sont choisis par infrastructure et non par bénéficiaire. Ainsi, il relève de la responsabilité de la communauté de collecter la somme nécessaire et non du gestionnaire. Le paiement de la cotisation est effectué en prépaiement et si la cotisation n'est pas collectée, le point d'eau est ensuite coupé. Dans les zones plus urbaines où le pouvoir d'achat est plus important, le volumétrique fonctionnera bien, alors que dans les zones plus enclavées les cotisations seront plus adaptées. Dans certaines zones très enclavées, le paiement peut également se faire via l'échange de denrées, telles que les récoltes. Soakoja propose également une tarification sociale pour les ménages vulnérables dans les localités où le paiement est volumétrique ([compte rendu de la rencontre courte sur la tarification sociale, Ran'Eau](#)).

- *Félicitations à MSF, acteur d'urgence, pour l'initiative de ce type d'étude qui a été suivie et complétée par d'autres travaux.*
- *Action Contre la Faim (ACF), avec l'Institut de Recherche pour le Développement et le laboratoire IOGA (Université d'Antananarivo), mène depuis 10 ans une recherche sur l'anticipation des crises nutritionnelles et de santé publique dans le Grand Sud sur la base d'indicateurs hydroclimatiques. Une thèse est en cours et différents articles sont produits ([article en anglais](#)).*
- *Quelles sont les relations entretenues entre Ran'Eau et le lead sectoriel UNICEF et ses démembrements en région et quel plaidoyer pourrait être fait par Ran'Eau au niveau*

d'UNICEF et du Ministère de l'EAH, notamment autour des stratégies mises en œuvre et des freins identifiés ?

UNICEF est aujourd'hui un des partenaires financiers de Ran'Eau pour le projet d'appui à la coordination en région (projet Réseau Transrégional de l'EAH). Le secteur est politique mais Ran'Eau travaille sur le partage des bonnes expériences et des bonnes pratiques afin d'encourager l'apprentissage des différents acteurs du secteur. Ran'Eau est déjà intervenu en tant qu'acteur de médiation lorsqu'il existait des problématiques de chevauchement de projets. Ran'Eau n'effectue pas directement du plaidoyer mais travaille sur la capitalisation d'informations et d'expériences pour produire des documents qui pourraient servir de supports de plaidoyer. Les acteurs souhaitant s'inscrire dans de telles démarches peuvent se rapprocher de l'ONG.

- *Est-ce que la coopération décentralisée permet d'éviter les écueils de la gestion identifiés dans l'étude présentée ?*

De manière générale, les projets et programmes qui prennent place sur le long terme, notamment grâce à la coopération décentralisée, peuvent limiter certaines des difficultés citées durant l'étude. Néanmoins, même dans ces cadres-là, il existe des freins entravant la pérennité des ouvrages, notamment le turn-over important au sein des effectifs des communes malagasy.

RETOURS D'EXPERIENCE – PROJET D'AMELIORATION DE L'ACCES A L'EAU A MAROARIVO ANKAZOMANGA PAR LA CONSTRUCTION D'UN BARRAGE SOUTERRAIN DE SOUS-ÉCOULEMENT

Mme Chantal Marmion – Présidente de l'Association Amitié France Madagascar

Amitié France Madagascar est une association de solidarité internationale domiciliée en région bordelaise. L'association a été créée en 1994 pour mener des actions d'appui telles que la mise en place de dispensaires ou la construction d'écoles. Elle s'est progressivement développée vers l'accompagnement d'actions de développement propres à restaurer l'autonomie des personnes et les capacités des familles à s'occuper de manière autonome de leurs proches.

L'association œuvre aujourd'hui dans la commune rurale de Maroarivo Ankazomanga, sur le plateau Mahafaly, région d'Atsimo Andrefana. Il s'agit d'une zone très isolée, caractérisée par un manque d'eau de surface, un plateau karstique et des nappes profondes difficiles d'accès. Les difficultés de la zone ont été aggravées par le changement climatique, avec les sécheresses plus récurrentes, les pluies plus aléatoires et les tempêtes tropicales

dévastatrices. Dans les 13 fokontany de la commune, peuplés de 28 500 habitants, il n'existe qu'un seul point d'eau permanent. Le projet vise à desservir sept fokontany et 9 600 habitants, éloignés de ce seul point d'eau.

Septembre 2019 a marqué le début du projet d'accès à l'eau, qui débute par l'identification d'une solution technique. L'observation du paysage parsemé de grands arbres et les populations locales corroborent la présence d'eau souterraine sans pouvoir indiquer la profondeur. Le projet a très vite écarté l'option des forages, compte tenu de la profondeur des nappes, et de la difficulté que causerait l'enclavement pour le transport du matériel nécessaire au forage. Une autre solution aurait été l'identification des nappes perchées mais qui nécessite une campagne géophysique coûteuse.

En parallèle de la recherche d'un approvisionnement durable à l'eau, AFM fait le choix de s'impliquer sur le développement rural, pour aider la population à sortir de la pauvreté, mettant en place un diagnostic socio-économique et des actions de développement rural, grâce au partenariat débuté en 2021 avec le Conseil Diocésain de Développement (CDD, devenu par la suite Union pour le Développement du Grand Sud, UDGS).

AFM collabore également avec des spécialistes malagasy dans le secteur de l'eau : ainsi, en 2021, AFM échange avec la société Energis FD autour de la solution de Réservoir Enterré Plein de Sable (REEPS) et début 2022 avec Miti Consulting qui confirme que les conditions sont favorables aux barrages intercollinaires. Miti Consulting souligne néanmoins l'importance d'effectuer des études préalables qui ont pu être financées par l'Agence de l'eau Adour Garonne et la Région Nouvelle-Aquitaine ainsi que la commune de Cestas. Les résultats de l'étude, menée entre décembre 2023 et décembre 2024, ont fait émerger la solution de barrages souterrains de sous-écoulement, confirmant la présence de sous-écoulements dans les lits des rivières asséchées entre 14 et 16 mètres de profondeur.

Le barrage souterrain permet d'arrêter les écoulements souterrains dans les sédiments du lit de l'oued, créant un stockage dans des sables. Ce type de barrage est stable, peu coûteux et peut être construit avec des matériaux et de la main-d'œuvre locaux. Ainsi cette étude a mené au lancement d'un nouveau projet en 2025 visant à construire ce barrage, financé par les mêmes partenaires financiers et l'Agence Française de Développement. Le projet est mis en œuvre avec l'UDGS et Miti Consulting. Les trois partenaires se réunissent une fois par semaine pour discuter des avancements du projet et des potentielles difficultés rencontrées. Miti Consulting, compte tenu de l'enclavement et des difficultés d'accès de la

zone, s'est engagé à transférer les techniques de construction de barrage souterrain et à équiper l'UDGS du logiciel permettant de tester le dispositif.

Le projet a démarré en octobre 2025 et la construction du barrage a démarré en avril 2026 en parallèle des travaux d'adduction d'eau gravitaire, grâce à une forte mobilisation communautaire et des ouvriers rémunérés par volume décaissé. La mobilisation de la communauté locale a été possible grâce à la forte implication de la Direction Régionale d'Atsimo-Andrefana, le Maire de la Commune Rurale et les présidents des Fokontany concernés. Le barrage est constitué d'une « caisse » étanchéifiée sur trois côtés et au sol, remplie de sable, où l'eau peut entrer et remonter dans une chambre de mise en charge pour être acheminée par canalisations aux points d'eau.

Le réseau gravitaire sera construit en deux étapes et devrait théoriquement desservir les sept villages néanmoins si le réseau s'avère trop étendu, un second barrage pourrait être envisagé pour desservir les deux villages les plus éloignés.

La pérennisation de l'infrastructure est assurée par la [méthode de la socio-organisation](#) développée par la CAPFIDA menée par l'UDGS. Cette méthode permet de structurer les communautés en groupements autonomes qui sont outillés pour prendre des décisions informées. Pour la gestion de l'eau et de l'infrastructure d'approvisionnement d'eau, l'UDGS a mis en place, avant l'infrastructure, un comité de bassin et des comités de points d'eau, constitués de membres issus de la communauté qui auront la responsabilité de vérifier que les ménages les plus vulnérables ont accès à l'eau via un fonds de solidarité. Les comités de points d'eau ont été formés pour définir le montant et la modalité de paiement pour le service et pour assurer l'entretien de l'infrastructure. Pour chaque point d'eau un responsable aura la charge d'appliquer ces décisions et percevra une contribution proportionnelle au nombre de cotisants.

- [Le site internet d'Amitié France Madagascar](#)
- [Présentation du projet d'amélioration de l'accès à l'eau à Maroarivo Ankazomanga par la construction d'un barrage souterrain de sous-écoulement](#)

Echanges et Questions - Réponses

- *Qui a réalisé les travaux ?*
 - Aucune entreprise n'a effectué les travaux, la main d'œuvre provient de la communauté locale. Miti Consulting a conçu l'ouvrage et effectué la maîtrise

d'œuvre. La mobilisation communautaire est gérée par UGDS. Miti Consulting souhaitait que ce projet devienne une vitrine de solutions innovantes et peu coûteuses qui peuvent être répliquées dans d'autres zones.

- *On constate une réelle problématique d'accessibilité de la ressource dans la partie sédimentaire du grand sud de Madagascar – est-ce que Ran'Eau a capitalisé sur les solutions qui peuvent exister ou fonctionner ?*
 - o Ran'Eau a élaboré des fiches régions pour les régions [Androy](#) et [Atsimo-Andrefana](#) qui partagent des données contextuelles sur les régions, mais pas nécessairement les solutions techniques adaptées. Ces fiches sont actuellement en cours de mise-à-jour. Si un travail de capitalisation intéresse les membres du réseau et si certains souhaitent s'y impliquer activement, Ran'Eau pourrait coordonner un groupe de travail. Par ailleurs, Patrick Rasolofo, dans le cadre du [projet Dynatsimo](#) financé par l'Union Européenne va bientôt publier un article qui pourra être diffusé au sein du réseau.
- *En complément, la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) est également dynamique dans le grand sud de Madagascar. Une [étude](#) du Programme des Nations Unies pour le Développement a récemment été publiée et va être suivie par des travaux de diagnostic et de mises en place de comités de bassins ([présentation du volet GIRE du Pacte Vert](#)).*
- *Est-ce qu'AFM s'est inspiré d'autres contextes arides dans la phase d'étude ?*
 - o Les solutions ancestrales présentes en Jordanie ou dans le Sahara algérien ont en effet nourri les réflexions des membres d'AFM et permis de réaliser que des solutions peuvent exister.

MOTS DE CLOTURE

M. Patrick Rasolofo, Directeur Exécutif de l'ONG Ran'Eau

Les différentes solutions techniques et organisationnelles ont été présentées au cours de cette matinée, qui a également souligné l'importance de la prise en compte des contextes hydrogéologiques, socio-anthropologiques et socio-économiques.

Les discussions qui se sont tenues ici ont également souligné le besoin de davantage de dialogue et de concertation entre les différents acteurs qui œuvrent dans les régions du Grand Sud de Madagascar et avec les institutions nationales et régionales malgaches.

Ces instances d'échange permettent de ne pas répéter les mêmes erreurs, de développer un apprentissage commun et d'identifier les bonnes pratiques tout en favorisant la coordination entre les acteurs.

POUR ALLER PLUS LOIN

- [La Fiche Pays Madagascar](#) ;
- [Les articles publiés par Ran'Eau sur le Grand Sud](#) ;
- Deux études publiées par Hydroconseil :
 - [Étude approfondie sur l'eau dans le Grand Sud de Madagascar Rapport Technique \(2024\)](#) ;
 - [Etude approfondie sur l'eau dans le Grand Sud de Madagascar Rapport Final : Les Possibilités de Gestion \(2024\)](#) ;
- [Compte rendu d'une formation sur les systèmes de suivi de performance de la gestion des services publics en EAH dans quelques régions de Madagascar](#) (Ran'Eau, 2023) ;
- [Compte rendu de l'atelier sur l'Alimentation en Eau dans l'Extrême Sud de Madagascar et son résumé](#) (Ran'Eau, mai 2023) ;
- [Les bulletins de monitoring de la sécheresse dans le Grand Sud et le Sud-Est de Madagascar \(ANDEA et UNICEF, 2021 – 2023\)](#) ;
- [Une fiche action sur l'association de réparateurs de pompes à motricité humaine de la région Androy – Fifarafia](#) (Ran'Eau, 2023) ;
- Autres documents produits par MSF :
 - [La Synthèse des forages MSF réalisés entre 2021 et 2023 sur les régions de l'Anosy et de l'Androy](#) (MSF, 2023) ;
 - [Etude diagnostique - Systèmes de Distribution d'Eau à Ambovombe](#) (MSF, 2022) ;
- [Etude CapSud : Le développement dans le Grand Sud malgache - Quelques enseignements de 30 ans de projets de développement](#) (IRD, 2022) ;
- [Les mini-réseaux - des solutions à explorer pour améliorer durablement l'accès à l'eau potable dans l'Androy](#) (Le GRET, 2022) ;
- [Compte-rendu de la réunion institutionnelle du réseau Madagascar "Accès à l'eau potable dans le Grand Sud"](#) (pS-Eau, 2021) ;
- [Rapport de capitalisation du projet : Pipeline de transfert d'eau potable Ampotaka sud de Madagascar](#) (UNICEF, 2021).

Le Réseau Madagascar est animé par :



Et soutenu par :



LISTE DES PARTICIPANTS EN PRESENTIEL

Civi.	Nom	Prénom	Organisme
Mme	Arbaoui	Rym	MSF
Mme	Ast	Héloïse	Safe-M
M.	Balleri	Anthony	Experts-Solidaire
M.	Baudu	Michel	Université de Limoges
Mme	Beaumont	Garance	Programme Solidarité Eau
Mme	Blanc	Karine	Métropole de Lyon
M.	Bocel	Simon	HAMAP Humanitaire
Mme	Boubakour	Aya	Safe-M
M.	Cadier	Cyril	Triangle Génération Humanitaire
Mme	Cordoval	Fanny	Aquassistance
M.	Dia	Alpha Mamoudou	Hardi
M.	Fray	Jean-Eric	CALA France
M.	Geuna	Marco	Fondation Energies pour le Monde
M.	Giudicelli	David-Pierre	Coopération Billère - Soavinandriana
M.	Guadi	Mehdi	ETS
Mme	Hallard	Valentine	UMI Source
Mme	Jacquet	Lovemine	ADRA
Mme	Jeanne	Yasmine	Cités Unies France
Mme	Kergutuil	Enora	Cités Unies France
M.	Laveu	Claude	Electriciens Sans Frontières
M.	Le Corre	Mathieu	GRET
Mme	Martin	Paloma	Safe-M
M.	Marty	Mathilde	Dignité Internationale
Mme	Merian	Lucie	Triangle Génération Humanitaire
M.	Mutsiirwa Luanda	Marius	Dignité Internationale
Mme	Rajaobelison	Nirisoa	Tsimoka
Mme	Rajaonary	Liana	Programme Solidarité Eau
M.	Rasolofo	Patrick	Ran'Eau
Mme	Ravel	Sarah	Erantsoa
M.	Schraen	Patrick	ACAM
M.	Taquet	Michel	Programme Solidarité Eau
M.	Testard	Paul	Fondation Energies pour le Monde